

# En 2018, 70 000 sans domicile ont accédé à un logement durable

Par Nathalie Birchem, le 4/2/2019 à 06h30

Annoncé vendredi 1er février par le ministre du logement Julien Denormandie, ce chiffre correspond à une amélioration de 20 % par rapport à 2017, due aux premiers résultats du plan Logement d'Abord.



Le chiffre est passé un peu inaperçu. Vendredi 1<sup>er</sup> février, alors que la Fondation Abbé Pierre présentait son rapport annuel sur le mal-logement, le ministère du logement annonçait dans un communiqué qu'en 2018, « 70 000 personnes à la rue ou hébergées

*[étaient] sorties vers le logement social ou le logement adapté (pensions de famille, intermédiation locative) ».*

Alors que les derniers chiffres officiels de l'Insee estimaient à 141 500 le nombre de personnes sans domicile en France métropolitaine début 2012 (1), ce chiffre de 70 000 sans-domicile logées peut impressionner. Que veut-il dire ?

### **Davantage de logements de sans-domicile en HLM**

Le ministre Julien Denormandie estime qu'il correspond aux « *premiers résultats positifs* » du plan quinquennal pour le Logement d'Abord. Lancé en septembre 2017 par Emmanuel Macron, ce plan vise à permettre aux sans-abri d'accéder directement à un logement pérenne et à un accompagnement plutôt qu'à des hébergements d'urgence qui ne leur permettent pas de se redémarrer.

Pour y parvenir, le gouvernement s'est engagé à produire 40 000 logements très sociaux par an dès 2018, à créer sur cinq ans 40 000 places dans le parc locatif privé à vocation sociale et à ouvrir, sur cinq ans également, 10 000 places en pensions de famille. Vingt-trois territoires volontaires se sont déjà engagés dans une mise en œuvre accélérée de ce plan.

### Un logement pour rebondir plus vite

**Grâce à ce plan, 14 163 ménages hébergés dans des centres d'hébergement ont obtenu un logement social en 2018, ce qui, en comptant une moyenne de 2,2 personnes par foyer, équivaut à 31 158 anciens sans-domicile désormais logés par ce biais, détaille d'abord le cabinet de Julien Denormandie. Cela représente 14 % de plus que l'an dernier. « En 2017, c'était 12 400 ménages donc ça a bien augmenté mais on reste en dessous de l'objectif qui était prévu en 2018, qui était de 16 600 », tempère Christophe Robert, directeur général de la Fondation Abbé Pierre.**

De plus, selon le gouvernement, 7 336 ménages sont également sortis de la rue vers le logement social, ce qui représente, toujours selon le même calcul, 16 139 personnes.

### **L'intermédiation locative et les pensions de familles**

**Le gouvernement a réalisé ses objectifs en matière d'intermédiation locative, qui permet de louer un logement privé à des personnes en difficulté tout en sécurisant le bail via un tiers. Ainsi, en 2018, estime le gouvernement, environ 20 000 personnes ont pu bénéficier d'un logement par ce biais, dont 6 000 grâce à des créations de places nouvelles, ce qui correspond à ce qui était programmé, et 14 000 en prenant la place de personnes parties ailleurs.**

### Christian Page, ancien SDF, se raconte dans un livre

Enfin, l'année dernière, 4 478 personnes sont entrées dans des pensions de famille, qui sont de petites résidences sociales prévoyant des espaces collectifs et un accompagnement : 1 378 d'entre elles ont pu avoir ce logement grâce à des créations de place, ce qui est légèrement en dessous de l'objectif de 2 187 prévu en 2018, et 3 100 grâce à des départs.

## Une augmentation à nuancer

Au total, en additionnant ces trois catégories de logement accessibles aux sans-domicile, on dépasse donc les 70 000 annoncés par Julien Denormandie. « Il y a eu incontestablement des efforts de faits grâce au plan Logement d'Abord et il faut le reconnaître, juge Christophe Robert, mais le chiffre de 70 000 est plus limité qu'il n'y paraît car il ne représente pas que des nouvelles places mais intègre aussi les rotations de personnes sur une place existante. » D'après le ministère du logement, ce chiffre de 70 000 sans domicile logés durablement représente en fait « 12 000 personnes de plus qu'en 2017, soit + 20 % ».

### Des propositions pour faire diminuer le nombre de personnes à la rue

Dernier bémol, ajoute Christophe Robert, « si ces indicateurs montrent incontestablement une inflexion positive, on ne peut pas dissocier d'autres indicateurs de la politique du logement à destination des plus défavorisés, qui eux vont dans le mauvais sens, comme la diminution des aides personnalisées au logement (APL) ou le nombre record d'expulsions en 2018 ». Ainsi, en 2018, 109 000 productions de logements sociaux ont été financées, contre 113 000 en 2017 et 124 000 l'année précédente. Toutefois, le nombre de « prêts locatifs aidés d'intégration » (PLAI), qui finance des logements très sociaux, a, lui, augmenté à 35 000, après 30 000 en 2017 et 35 000 en 2016.

Nathalie Birchem

(1) Ce chiffre, qui est désormais ancien, correspond au nombre de personnes ayant utilisé au moins une fois les services d'hébergement ou de restauration, en incluant les 22 500 personnes en centres d'accueil pour demandeurs d'asile.